

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 59
LOI N° 4 SUR LES CRÉDITS, 1993-1994

Projet de loi 145

présenté par Madame Monique Gagnon-Tremblay, ministre des Finances

Présenté le 9 décembre 1993

Principe adopté le 9 décembre 1993

Adopté le 9 décembre 1993

Sanctionné le 13 décembre 1993

Entrée en vigueur: le 13 décembre 1993

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 59

Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994

[Sanctionnée le 13 décembre 1993]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Crédits
supplémentaires

1. Le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 230 671 800 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1993-1994, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe de la présente loi.

Entrée en
vigueur

2. La présente loi entre en vigueur le 13 décembre 1993.

ANNEXE

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

PROGRAMME 3

Aide à la production agricole	11 500 000	
-------------------------------	------------	--

PROGRAMME 7

Gestion du territoire agricole	<u>10 000 000</u>	
--------------------------------	-------------------	--

21 500 000

CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 6

Développement technologique	7 500 000	
-----------------------------	-----------	--

PROGRAMME 8

Provision pour le plan d'action économique	<u>30 300 000</u>	
--------------------------------------------	-------------------	--

37 800 000

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET SCIENCE

PROGRAMME 3

Aide financière aux étudiants	8 720 400	
-------------------------------	-----------	--

PROGRAMME 5

Enseignement collégial	<u>5 187 500</u>	
------------------------	------------------	--

13 907 900

ENVIRONNEMENT

PROGRAMME 4

Organismes-conseils	<u>425 000</u>	
---------------------	----------------	--

425 000

1993

Loi n° 4 sur les crédits, 1993-1994

CHAP. 59

FORÊTS

PROGRAMME 2

Gestion du patrimoine forestier

6 410 000

6 410 000

MAIN-D'OEUVRE, SÉCURITÉ DU REVENU ET
FORMATION PROFESSIONNELLE

PROGRAMME 2

Administration déléguée de programmes en
sécurité du revenu

1 042 000

PROGRAMME 4

Sécurité du revenu

149 586 900150 628 900

230 671 800